

La Lettre de SOS Éducation

Trimestriel d'information sur l'École
N° 6 - novembre 2008

ÉDUCATION : ÉTAT D'URGENCE MAXIMAL

Si tous les pays du monde sont violemment touchés par la crise économique et financière, les Français doivent être beaucoup plus inquiets encore que leurs voisins : l'état dramatique de leur système éducatif, et le faible niveau de formation d'un grand nombre de jeunes, aggravent considérablement le problème pour leur pays. Les membres de SOS Éducation tirent la sonnette d'alarme.

Pendant des dizaines d'années, la relative prospérité économique de la France a pu donner l'impression qu'il s'agissait là d'une sorte « d'acquis social » pour notre pays qui resterait toujours riche. Cette illusion a été assez forte pour inciter certaines personnes, et certaines organisations, à croire qu'il n'était désormais plus important de transmettre aux jeunes générations des connaissances solides et de bons principes de vie pour surmonter les épreuves – professionnelles ou autres - de l'existence.

INVERSER LE RÔLE DE L'ÉCOLE

En particulier, « pédagogistes » de l'Éducation nationale et grands syndicats d'enseignants se sont convaincus qu'il était possible, et même souhaitable, d'inverser les priorités traditionnelles du système scolaire. Selon eux, l'école devait cesser de former les enfants à faire preuve d'application, de précision, de persévérance, ou encore d'honnêteté et de courage. La priorité devait être d'instaurer



l'égalité maximum entre les élèves. Ils se sont ainsi mis à trouver des excuses psycho-sociales aux élèves en difficulté et aux perturbateurs, à brider les élèves ayant des facilités pour les empêcher de sortir du lot, et plus généralement, à réformer méthodes, programmes, systèmes de notation et examens, afin qu'il devienne impossible de faire la distinction entre bons et mauvais élèves. En 1975, il fut décidé que tout le monde irait au collège, avec la « réforme Haby ». En 1984, Jean-Pierre Chevènement décida que tout le monde aurait son bac. Dans les années 90, les syndicats d'étudiants obtinrent le droit pour tous d'entrer – et de rester - à l'Université.

Mais ces « droits aux diplômes » ne s'accompagnèrent pas de l'effort nécessaire pour élever le niveau. On trouva plus simple, et plus réaliste, d'abaisser les exigences des concours et des examens.

Après avoir pris l'eau pendant plusieurs heures, il n'a fallu que quelques minutes au Titanic pour se briser et sombrer. De même, le navire "Éducation nationale" prend l'eau depuis plusieurs années : nul ne peut affirmer qu'il n'est pas aujourd'hui à la veille du naufrage. Les conséquences seraient incalculables pour notre pays, et sans doute définitives.

Suite page 2 >>>

Suite de la page 1 >>>

EFFONDREMENT DU NIVEAU

Le résultat de cette désastreuse gestion est connu : le système scolaire français s'est écroulé, 20 % des enfants qui entrent au collège sont quasi-illettrés, et le baccalauréat, ayant perdu toute valeur tant sur le plan académique que sur le marché du travail, est en voie d'être supprimé.

Il ne s'agit pourtant là que des effets de surface de la faillite de l'École. En profondeur, les conséquences sont autrement plus graves : la langue française connaît un appauvrissement accéléré, notre enseignement supérieur est devenu un sujet de honte pour notre pays (la « meilleure » université française est à la 41^e place mondiale), des millions de jeunes pourtant passés par l'Université se disputent les postes (de plus en plus nombreux) de fabricants de « donner kebab », de livreurs de pizza, et de vendeurs de téléphones mobiles.

Pendant quelque temps, ce dramatique recul de la culture n'a pas entraîné de conséquences visiblement catastrophiques. La France continuait à vivre sur ses acquis. Elle pouvait s'appuyer sur le savoir accumulé par les anciennes générations mieux formées, majoritaires dans ses entreprises comme dans ses laboratoires de recherche et ses institutions (enseignement, monde littéraire, médecine, magistrature, armée, etc.).

LE TOURNANT DES ANNÉES 2000

Les choses ont cependant commencé à basculer au début des années 2000. Le malaise est devenu perceptible avec la mise à la retraite des générations du baby-boom. Dans les écoles, en particulier, les institutrices de la vieille génération, qui parvenaient encore souvent à rattraper les désastres de leurs jeunes collègues sorties d'IUFM, ont commencé à se raréfier. Aujourd'hui, elles ont presque disparu, laissant le champ libre à des hordes de jeunes « profs » parfois dépenaillés, souvent dépassés par leurs élèves, et presque toujours fâchés avec

Depuis la mise à la retraite des dernières institutrices de l'ancienne génération, plus personne ne rattrape les désastres des nouveaux « professeurs des écoles » dans les écoles primaires. Les effets se font fortement sentir sur le niveau en orthographe, en grammaire et en calcul, des élèves qui entrent dans l'enseignement secondaire.



l'orthographe et les bases même des matières qu'ils sont censés enseigner.

Si les enseignants de l'ancienne génération lisaient *Le Monde* en salle des profs, les nouveaux préfèrent généralement *Charlie-Hebdo*, quand ce n'est pas *Entrevue*, *l'Echo des Savanes*, ou même *Closer*. Idées courtes, piercings et T-shirts de Che Guevarra fleurissent parmi les membres de ce nouveau corps enseignant plus proche de la « culture jeune » que des humanités classiques, adepte de « rap » et de « slam » plus que de Victor Hugo.

Tout ceci n'aurait toujours pas été tragique si le principe de réalité n'avait pas fini par rattraper notre société. Après l'ère des 35 heures, des délocalisations, puis l'inévitable effondrement des marchés financiers, on s'aperçoit aujourd'hui que la ruine de notre système éducatif risque d'avoir des conséquences graves. Très graves.

SCÉNARIO CATASTROPHE

Quand le Titanic fit naufrage, il lui fallut 2 h 30 pour se remplir d'eau, pendant lesquelles la plupart des passagers n'arrivaient pas à croire qu'il pouvait couler. Mais il n'eut besoin que de quelques minutes pour se briser en deux, et pour sombrer. De toute évidence, le navire « France » prend l'eau depuis de longues années et rien ne permet d'exclure qu'il soit aujourd'hui au bord de la rupture. Si l'on en croit le niveau des jeunes générations qui sont arrivées sur le marché du travail ces dernières années, celui des élèves qui sont encore dans les écoles, et enfin celui du « corps enseignant » qui s'en occupe, les plus vives inquiétudes sont permises. Rien ne dit que les immenses défis sociaux, économiques et politiques qu'entraînera inévitablement la grave crise financière actuelle, pourront être surmontés. Si tel n'est pas le cas, le risque est grand que notre pays s'achemine vers une crise sociale de grande ampleur, avec des heurts dont nul ne peut prévoir où ils s'arrêteront.

ESPOIR DE SOS ÉDUCATION

C'est dans ce contexte particulièrement inquiétant que les efforts des membres de SOS Éducation révèlent leur importance décisive. Plus que jamais, il est capital que tous les citoyens conscients de notre pays s'unissent pour exiger – et obtenir – les indispensables réformes de notre système éducatif réclamées par l'association depuis 2001. Aucune crise n'est insurmontable pour des citoyens réfléchis, cultivés et capables. Mais la moindre vague peut englober des citoyens affaiblis intellectuellement, moralement et professionnellement par un système scolaire qui a perdu le nord.

Quoi qu'il arrive, l'énorme effort consenti depuis sept ans par les membres de SOS Éducation pour financer recherches, publications, campagnes de communication et opérations de pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils restaurent le bon sens dans les écoles restera dans l'Histoire comme une des tentatives les plus audacieuses pour inverser la course de notre pays à la catastrophe. C'est un motif légitime de fierté pour tous les membres de l'association. C'est une raison majeure de plus de continuer à soutenir l'association, dans ses efforts colossaux pour sauver les nouvelles générations d'élèves. « *L'immense succès du Référendum national sur l'école de SOS Éducation* [NDLR : voir pages 4 et 5 de

ce bulletin] *reste le plus beau symbole des actions des membres de l'association pour alerter leurs concitoyens sur les conséquences potentiellement tragiques du naufrage de l'Éducation nationale*, estime Isabelle Hannart, secrétaire générale de SOS Éducation. *Dans les semaines et les mois à venir, nous devons plus que jamais maintenir, et augmenter, nos efforts pour éviter la catastrophe programmée par les réformateurs scolaires de ces dernières décennies. Personne d'autre que nous n'est capable de le faire. C'est pourquoi les membres de SOS Éducation sont vraiment l'espoir de notre pays, plus encore aujourd'hui qu'à aucun moment précédemment.* » □

Avertissement

Depuis le milieu du mois d'août 2008, le syndicat d'enseignants UNSA-Éducation (anciennement FEN) active ses réseaux dans la presse pour faire parler d'un curieux petit livre écrit par un de ses dirigeants, Eddy Khaldi. Sujet principal du livre : SOS Éducation et ses « réseaux » au sein du pouvoir.

Édité dans une obscure maison d'édition très proche des syndicats de fonctionnaires (« Démopolis »), ce livre intitulé « Main basse sur l'école publique » est quasiment introuvable en librairie. Et pour cause, sa rédaction a été bâclée, le style est illisible. De plus, il est bourré d'inexactitudes et de contre-vérités. Il affirme par exemple que SOS Éducation met d'énormes budgets dans des sondages pour soutenir le gouvernement, et il lui reproche en particulier d'avoir dépensé 30 000 euros pour un sondage IFOP en juillet 2007 sur le service minimum à l'école, ce qui est faux. Il accuse le délégué général de l'association Vincent Laarman d'agir en sous-main pour une association nord-américaine, qui milite pour la séparation de l'école et de l'État, ce qui est ridicule. Il rapporte dans les détails les accusations et procédures engagées par Nathan et

Bordas contre SOS Éducation... et « oublie » de préciser que les éditeurs ont perdu en première instance dans tous les dossiers, puis renoncé à faire appel.

Les auteurs de « Main basse sur l'École » reprochent aussi à SOS Éducation d'être un sous-marin de Xavier Darcos. Puis ils accusent en retour le ministre d'être lui-même une créature de SOS Éducation – de sorte que le malheureux lecteur ne sait plus qui manipule qui.

Le but des dirigeants de l'UNSA-Éducation est néanmoins partiellement atteint : de *Libération* au *Canard Enchaîné*, en passant par *le Monde*, *le Monde Libertaire*, *le Monde diplomatique*, *Charlie Hebdo*, et d'innombrables sites Internet, les portes-plumes des syndicats dans les médias ont largement répercuté les contre-vérités contenues dans ce livre. Ils espèrent ainsi diaboliser SOS Éducation et ses 75 000 membres, et leur bloquer l'accès au ministère de l'Éducation. Une tactique peu honorable, qui montre le mépris – et l'inquiétude – des syndicalistes face aux citoyens qui défendent, avec des moyens honnêtes, l'éducation des enfants. □



Ce livre bizarre, quasiment introuvable en librairie et bourré d'erreurs, a bénéficié d'une couverture presse exceptionnelle. Ses auteurs, adeptes de la théorie du complot, dénoncent principalement l'influence de SOS Éducation au ministère de l'Éducation nationale.

PUBLICATION

Offre spéciale

Bon de commande "Comment tenir sa classe"



Coupon à renvoyer accompagné de votre règlement à SOS Éducation.

Oui, je souhaite commander le manuel de discipline à l'usage des jeunes professeurs "Comment tenir sa classe" de

Olivier Leroy, coédité par SOS Éducation. Veuillez trouver ci-joint mon chèque à l'ordre de SOS Éducation d'un montant de 9,50 euros (frais de port offerts).

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____ @ _____

Conformément à la loi informatique et Liberté, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant. Vous pouvez vous opposer à l'utilisation de votre adresse par un tiers en cochant la case suivante :

RÉFÉRENDUM NATIONAL SUR L'ÉCOLE : PLUS DE 300 000 FOYERS PARTICIPENT

L'association signe la plus grande initiative jamais organisée pour le retour au bon sens dans les écoles. Les résultats du Référendum, unanimes, sont transmis aux pouvoirs publics et à la presse.

Grâce à l'exceptionnelle générosité de ses membres, SOS Éducation a organisé une action d'un ampleur sans précédent : la diffusion de son Référendum national à l'échelle nationale, et la collecte, le tri et l'analyse des réponses de plus de 300 000 foyers. Cet énorme succès est évidemment lié à l'inquiétude de plus en plus grande des familles françaises face à la dégradation du système scolaire, qui semble malheureusement devoir s'accélérer à court terme avec les réformes catastrophiques lancées par Xavier Darcos (cf p 1 et 2).

Réformer dans le bon sens serait pourtant facile. Un profond accord existe entre les Français sur les réformes qui pourraient, et devraient, être mises en oeuvre pour sauver l'école. Les résultats unanimes du Référendum en sont la preuve incontestable. Le rôle des membres actifs de SOS Éducation est d'agir pour obliger les responsables politiques à tenir compte de cette pressante demande.

Question n°1 : Avant de lire cette lettre, étiez-vous conscient de la gravité de la crise qui frappe les écoles en France ?

Oui : 88,5 % Non : 11,5 %

Ce chiffre, en constante progression depuis la création de SOS Éducation, montre que la totalité des Français seront bientôt conscients de la nécessité d'intervenir d'urgence pour éviter le naufrage total de l'Éducation nationale.

Question n°2 : Selon vous, remettre en place des cours de morale, de civisme et de politesse dans les écoles serait pour les enfants :

Positif : 99 % Négatif : 1 %

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : face à la démission des familles, il est indispensable que, au moins à l'école, les enfants entendent parler un minimum des règles morales de base qui rendent possible la vie en société.

Question n°3 : Faut-il réintroduire un « Examen d'entrée en sixième » pour s'assurer que tous les enfants qui entrent au collège sachent lire, écrire et compter ?

Oui : 90 % Non : 10 %

Avec 15 à 20 % d'enfants qui arrivent au collège sans savoir lire ni compter correctement, il est urgent de réintroduire cet examen salutaire qui permet de repérer et de remettre à niveau les enfants trop faibles pour suivre.



Question n°4 : êtes-vous favorable à la suppression de la méthode de lecture globale dans les écoles primaires ?

Oui : 90 % Non : 10 %

Alors que SOS Éducation alerte parents et professeurs depuis des années à ce sujet, la méthode globale et ses dérivés sont encore trop répandus dans les écoles, perpétuant des ravages qui auraient dû cesser depuis longtemps déjà. 90 % des personnes interrogées en sont conscientes.

Question n°5 : Considérez-vous qu'il est urgent de rendre aux professeurs les moyens réglementaires nécessaires pour se faire respecter dans leur salle de classe ?

Oui : 99 % Non : 1 %

Plusieurs faits divers récents ont contribué à rappeler que les problèmes de « discipline » dérivent de plus en plus souvent vers des événements dramatiques. La quasi-totalité des Français demandent qu'on rende aux professeurs et aux chefs d'établissement les moyens de se faire respecter.

Question n°6 : Faut-il permettre aux élèves de collège qui le désirent de commencer une formation professionnelle en entreprise ?

Oui : 96,5 % Non : 3,5 %

Gaspillage des talents, perte de temps, et pénurie de main-d'oeuvre qualifiée sont trois des conséquences les plus évidentes de l'instauration du collège unique en 1975. Après plus de trente ans d'échec, les Français ne comprennent pas que l'on continue à interdire à leurs enfants de commencer plus tôt une formation en entreprise.

L'équipe de SOS Éducation se démène au siège de l'association, dans le 13^e arrondissement à Paris, pour faire face à l'avalanche de lettres. Un travail d'équipe, pour lequel toutes les bonnes volontés sont les bienvenues. Traiter les réponses au plus vite et transmettre les résultats de cette initiative cruciale aux pouvoirs publics et aux médias est d'une importance déterminante pour l'avenir de notre école... et de notre pays.

NON À LA SEMAINE DE 4 JOURS DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES

A lors que la mobilisation est à son maximum pour le Référendum sur l'école, les membres de SOS Éducation ont été obligés d'intervenir d'urgence sur un autre dossier brûlant, la semaine de 4 jours dans les écoles primaires. Cette innovation, annoncée fin 2007 par le ministre de l'Éducation, remporte un vif succès de popularité chez les parents. Selon les sondages, plus de 80 % d'entre eux seraient satisfaits de cette mesure. Du côté des instituteurs, on constate aussi un certain enthousiasme : beaucoup se réjouissent d'être en week-end dès le vendredi soir, comme la plupart des salariés. Et quant aux enfants, difficile d'imaginer qu'ils ne soient pas heureux, eux aussi, de rester en pyjama le samedi au lieu d'aller à l'école. Mais cette unanimité de façade ne concerne que les conséquences immédiates de la réforme. Or, le but premier de l'école est de préparer l'avenir des enfants, en leur donnant l'instruction la plus complète possible. « *Est-il possible d'apprendre mieux en travaillant moins ?* », demande l'historien spécialiste de l'éducation Antoine Prost. « *Non* », répond-il, annonçant une « *catastrophe en marche* ». Certes, les petits Français passent de trop longues journées à l'école, souvent

prolongées le matin et le soir par de la garderie. Mais la semaine de 4 jours ne fait qu'aggraver ce problème : la journée de travail devra être encore plus longue et plus intense, pour compenser les jours de congé supplémentaires. Si l'on voulait libérer le samedi matin, pourquoi ne pas faire cours le mercredi matin ? Aux débuts de l'école de Jules Ferry, les enfants avaient 5 jours de classe par semaine et 6 semaines de grandes vacances en été, plus une semaine à Pâques (et quelques congés extraordinaires : Noël, jour de l'an, Pentecôte, etc.) Ils avaient donc 223 jours de classe par an, soit 83 jours de plus qu'aujourd'hui. Le résultat était que le rythme à l'école était plus régulier, et plus calme : on donnait la chance aux plus lents de suivre, et d'assimiler le programme en profondeur. Ceux qui n'avaient pas tout compris du premier coup n'étaient pas forcément « noyés ». Actuellement, les enfants, trop souvent en vacances, n'ont plus le temps d'assimiler, à part bien sûr les plus rapides. Les instituteurs doivent couvrir des programmes plus lourds qu'avant, avec l'intégration cette année de cours « d'histoire des arts » et d'un enseignement de l'écologie. Ils n'ont souvent le temps, dans les matières principales, que de pré-



senter rapidement le cours et de faire un ou deux exercices d'application. Peut-on s'étonner que de nombreux élèves traînent la patte ? Ceux qui sont un peu « empotés », ou qui ont « la tête dure », accumulent un retard qui peut devenir dramatique : 15 à 20 % des enfants entrent ainsi au collège sans savoir lire ni compter correctement. Dans les pays qui réussissent mieux que la France, les journées sont plus courtes, mais plus nombreuses et mieux réparties. Une évidence que les membres de SOS Éducation sont en train de rappeler avec force grâce à plus de 10 000 pétitions au ministre de l'Éducation Xavier Darcos, et au Président Nicolas Sarkozy, favorable à cette décision populaire mais contraire à l'intérêt des enfants. □

Acclamée par 80 % des parents, heureux de jouer de week-ends complets avec leurs enfants, la réforme de la "semaine de 4 jours" devrait pourtant être examinée sur ses effets probables à long terme. Avec 83 jours d'école en plus chaque année, les élèves avaient jadis un rythme plus régulier et plus calme : on donnait la chance aux plus lents de suivre, et d'assimiler le programme en profondeur, même s'ils n'avaient pas tout compris du premier coup. Aujourd'hui, les petits Français ont des journées trop longues et intenses, pour compenser le faible nombre de jours d'école. Les professeurs sont obligés de cavalier pour couvrir le programme, et n'ont plus le temps de répéter suffisamment. La semaine de 4 jours ne peut qu'aggraver les choses.

Question n°7 : Pensez-vous qu'il est temps de mettre fin aux abus de pouvoir des patrons des syndicats d'enseignants, qui bloquent les réformes nécessaires ?

Oui : 97 % Non : 3 %

Parmi les syndicats de la Fonction Publique, ce sont sans doute les syndicats d'enseignants dont les actions de blocage sont les plus mal perçues par l'opinion publique.

Question n°8 : Êtes-vous favorable à des campagnes d'information et de pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils s'attaquent enfin sérieusement aux problèmes de l'Éducation nationale ?

Oui : 98 % Non : 2 %

Dans leur écrasante majorité, les Français veulent faire pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils réintroduisent un minimum de bon sens dans le système scolaire. Une mission que les membres de SOS Éducation assument avec efficacité et courage depuis 2001. □

NATHAN ET BORDAS PRENNENT ACTE DE LEUR DÉFAITE. SOS ÉDUCATION OBLIGÉE D'INTERVENIR SUR UN AUTRE DOSSIER



Après leur défaite en première instance, les maisons d'édition scolaire Nathan et Bordas ont annoncé courant octobre 2008 qu'elles renonçaient à faire appel. SOS Éducation ressort donc totalement blanchie de l'affaire. L'association a toutefois été contrainte d'engager à son tour des poursuites contre une association d'enseignants ayant publié un communiqué de presse gravement diffamatoire à son encontre. Les procédures judiciaires se poursuivent donc pour SOS Éducation.

L'association "Sauver les Lettres" a diffusé en novembre 2006 un communiqué de presse, accusant SOS Éducation d'être un « groupuscule malfaisant », « volant des informations » sur son site Internet, dont les membres seraient des « victimes » abusées par des méthodes de communication immorales. Ce communiqué, en dépit de ses invraisemblances, a été largement repris par la grande presse, en particulier le quotidien *Libération*. SOS Éducation, surprise de cette attaque, a d'abord cherché à éclaircir avec cette association, en toute courtoisie, le curieux malentendu qui l'avait poussé à faire ces déclarations.

SOS ÉDUCATION RECONNAÎT LE BON TRAVAIL DE "SAUVER LES LETTRES"

Force lui fut de constater que les responsables de "Sauver les lettres" refusaient de s'expliquer, et continuaient à diffuser leurs accusations par tous les moyens. SOS Éducation fut donc contrainte d'engager une procédure contre une association dont elle avait toujours reconnu le bon travail, comme elle l'expliquait sur son site Internet le 19 septembre 2007 : « *La bataille pour l'éducation de nos jeunes est trop importante pour que nous dispersions notre énergie dans des luttes de rivalité qui n'ont aucun sens. Nous invitons une nouvelle fois les responsables de Sauver les Lettres à accepter de nous rencontrer pour trouver une solution amiable à cette affaire qui ne réjouira que les ennemis de notre juste cause.* » Cet appel n'ayant reçu aucun écho du côté de "Sauver les Lettres", l'affaire est donc passée, le 23 octobre 2008 devant la 17^e chambre du Tribunal correctionnel de Paris. Interrogés par le juge, les dirigeants de "Sauver les lettres" ont reconnu les faits, et vainement tenté de « justifier » leurs délits par la nécessité, selon eux, d'empêcher que SOS Éducation soit trop souvent citée dans la presse parmi les principaux promoteurs d'un retour aux méthodes de bon sens dans les écoles. Pourquoi cette « nécessité », assez impérieuse, selon eux, pour justifier des attaques délictueuses ? Parce que, ont-il

prétendu, SOS Éducation chercherait à démanteler l'école publique et laïque en France.

INTERDICTION DE PARLER DES ABUS DES SYNDICATS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Bien entendu, ils n'ont pas pu donner d'éléments concrets pour justifier ces accusations caricaturales. Leur tactique fut de revendiquer leur appartenance à de grands syndicats d'enseignants, comme s'il s'agissait d'un statut leur donnant une supériorité morale, et le droit d'injurier et de diffamer les associations plus indépendantes politiquement. À la barre, ils ont vertement reproché à SOS Éducation d'avoir publié des documents mettant en cause les abus des syndicats d'enseignants et d'associations subventionnées par l'Éducation nationale qui font de l'agitation politique dans les écoles, ou encore l'aberrante gestion des ressources humaines qui conduit à ce que 30 000 enseignants ne fassent aucun cours. Face à des arguments aussi éloignés du fond de l'affaire, l'avocat de SOS Éducation, Maître Souchet, n'a eu aucun mal à démontrer la culpabilité des dirigeants de "Sauver les Lettres". Avec bienveillance toutefois, il leur a expliqué que, quels que soient leurs engagements syndicaux, la loi française s'applique à eux aussi et ne leur permet pas de calomnier des gens, ni de répandre à leur sujet de fausses informations visant à leur nuire. Manifestement, ils n'étaient pas au courant... jugement le 27 novembre 2008. L'affaire a été mise en délibéré, et le Tribunal rendra son jugement le 27 novembre 2008. Bien entendu, les membres de SOS Éducation sont sereins quant à l'issue de l'affaire : « *Il est vrai néanmoins qu'on se serait attendu à plus de fermeté de la part du Procureur, qui n'a franchement requis de condamnations des dirigeants de "Sauver les Lettres" que sur deux points, alors que les propos diffamatoires qu'ils ont tenus étaient bien plus nombreux. Néanmoins, il est pratiquement certain qu'ils soient condamnés. Justice devrait donc, au moins partiellement, nous être rendue* », a commenté Vincent Laarman, délégué de SOS Éducation, en sortant du tribunal. □

SOS Éducation a été obligée d'engager des poursuites contre l'association "Sauver les Lettres", après avoir vainement cherché à établir le dialogue avec ses responsables.

Vous l'avez sur le cœur

MÉTHODE GLOBALE

Notre fille de 6 ans a fait sa toute première rentrée en CP et nous rapporte tous les soirs des devoirs que nous avons du mal à comprendre : des mots et des phrases à apprendre par cœur sans savoir les lire. Notre fille ne connaît pas toutes les lettres de l'alphabet pour le moment et nous craignons un mauvais apprentissage de la lecture. Beaucoup d'enfants d'amis, sont actuellement chaque semaine chez l'orthophoniste pour réparer les dégâts de cette méthode. Que faire, surtout lorsque nous travaillons et que le temps est précieux ?

M et Mme Coeffier - Par courriel

SOUTIEN

Depuis plusieurs années déjà, je soutiens avec force tous les efforts que vous faites en faveur de l'école. À quelques virgules près, j'approuve quasiment à 100 % vos prises de position et j'apprécie à leur juste valeur votre opiniâtreté et votre courage qui ne faiblissent pas dans l'adversité. Tous mes compliments et bien sûr mes encouragements à poursuivre une tâche souvent ingrate mais qui comporte aussi des satisfactions.

M. Capelle - 81150 Florentin

A L'ÉTRANGER

Je suis enseignante de langue française dans un établissement français au Maroc. Cette année, je dirige deux classes de CP et une classe de CE1. Mais bien que la méthode globale ne me séduise pas, je suis obligée de travailler à partir d'un manuel basé sur la méthode globale et souvent utilisé en France : "Ratus et ses amis". Que puis-je faire ?

Mme Bachat - Par courriel

COMMENT TRAVAILLER SANS LIRE ?

J'ai 93 ans et à mon époque, tous les enfants qui allaient à l'école savaient lire, écrire et compter. Seuls étaient illettrés ceux qui, pour diverses raisons, ne pouvaient pas aller en classe. Et il n'y en avait pas 20 % comme aujourd'hui !

Comment peut-on ne pas apprendre à lire aux enfants entre 5 et 11 ans et que peuvent-ils bien faire en classe sans lecture ?

C'est long 5 ans tout de même... !

M. Yvars - 89130 Mezilles

POUR L'INTÉRÊT DE NOS ENFANTS

En tant que médecin et titulaire d'un certificat de chronobiologie, je suis contre la semaine de 4 jours pour les enfants de l'école primaire. À leur âge, le gavage est contre-indiqué. Leur attention doit être sollicitée avec des périodes de repos multiples et peu prolongées et des nuits réparatrices, sinon, ils oublient. Cette mesure ne sert qu'à favoriser les « week-ends » de leurs parents.

Dr. Prunet. - 75015 Paris

VIOLENCE À L'ÉCOLE

Je partage les points de vue de SOS Éducation et je suis également adhérente au syndicat enseignant SNE. Je suis scandalisée que l'agression de l'institutrice du Val d'Oise par son élève n'ait fait l'objet que de quelques lignes dans la presse. Les médias se régalaient uniquement lorsque c'est un enseignant qui frappe un élève ! Rien n'est fait pour que soient créées des structures adaptées à ces enfants ; ce sont toujours les enseignants qui supportent tout le poids des difficultés au quotidien alors qu'ils ont une mission d'enseignement à mener pour TOUS les élèves de la classe.

Mme Vansteene - Par courriel

MÉTHODE GLOBALE BIS

Bonjour, mon fils vient de rentrer en CP ; et je suis horrifiée de constater qu'on ne lui apprend pas à lire, mais à reconnaître visuellement des mots. J'avais cru comprendre que depuis 2005, cette méthode ne devait plus être utilisée à l'école. Pouvez vous me dire ce qu'il en est exactement ? Et le cas échéant me communiquer les textes (ou les références) qui me permettraient de pouvoir en discuter avec la maîtresse.

Mme Brethiot - Par courriel

RÉPONSE DE SOS ÉDUCATION : *En arrivant au pouvoir, l'actuel ministre de l'Éducation Xavier Darcos, a abrogé les textes que son prédécesseur avait tenté d'introduire pour en finir avec la méthode globale. Les membres de SOS Éducation avaient fortement dénoncé ce cadeau offert sans la moindre contrepartie aux syndicats d'instituteurs.*

NON À LA SEMAINE DE 4 JOURS !

Je suis tout à fait d'accord avec vous et contre la semaine de 4 jours. Ce n'est pas en gavant les enfants la moitié du temps qu'on leur permettra de digérer les programmes surchargés. C'est la goutte d'eau qui tombe sans arrêt qui finit par entamer le rocher...

Mme Luteraan - 26170 Buis-Les-Baronnies

TÉMOIGNEZ

Si vous avez rencontré des problèmes concernant l'école de vos enfants, la carte scolaire, les abus des syndicats dans votre établissement, votre témoignage nous intéresse !

Écrivez-nous à SOS Éducation ou par courriel à : contact@soseducation.com

Les témoignages des membres de SOS Éducation affluent en nombre toujours plus important au siège de l'association. La plupart mériteraient une place ici mais ils occuperaient des dizaines de pages s'ils étaient tous publiés. La rédaction présente donc ses excuses à toutes les personnes dont les témoignages n'ont pas pu être reproduits.

SOS ÉDUCATION OFFRE SON MANUEL DE DISCIPLINE À TOUS LES ENSEIGNANTS

DU FILM « ENTRE LES MURS »

À la suite de la sortie du film *Entre les murs*, Palme d'Or au festival de Cannes, SOS Éducation a offert son « manuel de discipline » à tous les professeurs du collège Françoise-Dolto.

Des millions de Français ont été terrifiés du spectacle représenté dans le film "Entre les murs", Palme d'Or du festival de Cannes. S'il est vrai que les élèves d'aujourd'hui ne sont plus les mêmes, cela ne fait que rendre encore plus nécessaire d'apprendre aux nouveaux professeurs comment établir leur autorité et la maintenir. Un sujet aujourd'hui entièrement tabou dans les IUFM (l'école des professeurs). Le manuel de discipline de SOS Éducation, édité pour compenser ces lacunes, fait figure de bouée de sauvetage.



Après la sortie en salles du film de Laurent Cantet "Entre les murs", l'association SOS Éducation a offert aux 40 professeurs du collège Françoise-Dolto, où ce film a été tourné, son livre "Comment tenir sa classe, manuel de discipline à l'usage des jeunes professeurs". Ce film montre en effet la descente aux enfers d'un enseignant dépassé par ses élèves, faute d'avoir reçu la formation qui lui permettrait de tenir sa classe.

Ce manuel de discipline, fourmillant de conseils pratiques et de recettes simples, a été écrit en 1939 par un instituteur expérimenté. SOS Éducation avait exhumé ce précieux manuscrit pour le publier aux éditions François-Xavier de Guibert, et le mettre à la disposition de tous les professeurs confrontés à des problèmes avec leurs élèves : « J'ai voulu, en écrivant ces observations, offrir aux professeurs débutants, qui en sentiraient le besoin, quelques suggestions sur la manière d'établir leur autorité et de la maintenir », annonçait d'emblée l'instituteur Olivier Leroy.

LES CONSEILS AVISÉS D'UN "ANCIEN"

Et en effet, il met en garde les enseignants contre un nombre considérable d'erreurs pédagogiques que le personnage principal du film – le professeur François Marin – commet dans sa classe à tout bout de champ. Ainsi, dès le premier jour de l'année scolaire, laisse-t-il entrer ses élèves en classe dans le plus complet dés-

ordre. A la page 21 du manuel, Olivier Leroy écrit à ce sujet : « Il n'est pas exagéré de dire que certains professeurs perdent la partie dans le premier quart d'heure. Ce délai suffit, en effet, à une classe, pour évaluer assez exactement ce qu'il est possible de se permettre avec son professeur. (...) Ainsi donc, dès les premières minutes, avant l'entrée en classe, le professeur manifestera qu'il exige une tenue impeccable. » De même, le professeur recherche-t-il ouvertement, tout au long du film, à devenir le "copain" de ses élèves. À cet égard encore, les conseils d'Olivier Leroy lui auraient été profitables. Il relate, au chapitre « Amitié et discipline », l'expérience malheureuse d'un professeur de philosophie qui s'était cru, lui aussi, original en cherchant « une sorte de lien personnel » avec ses élèves. Mal lui en avait pris... Les bambins, qui ne respectent rien moins que les adultes qui se montrent faibles avec eux, lui rendirent la vie impossible.

Les enseignants relèveront bien d'autres conseils avisés de cet « ancien ». C'est pour aider ceux de Françoise-Dolto à trouver des solutions aux difficultés qu'ils rencontrent dans leur collège que SOS Éducation a fait parvenir à chacun d'entre eux un exemplaire de ce précieux manuel de discipline. Ces exemplaires ont été envoyés de façon nominative à tous ceux qui jouent dans le film, et adressés pour les autres aux bons soins du chef d'établissement.

ANECDOTE SIGNIFICATIVE

Ce livre de SOS Éducation connaît aujourd'hui un franc succès auprès de nombreux jeunes professeurs. Pas plus tard qu'au début du mois d'octobre 2008, une anecdote significative à cet égard s'est produite à l'IUFM de Toulouse : une élève, sympathisante de SOS Éducation, l'ayant montré à quelques-uns de ses camarades, l'amphithéâtre s'est arraché ce petit livre qui a circulé entre toutes les mains. Les étudiants se sont alors mis à réclamer du "maître formateur" qu'il leur enseigne le contenu de ce livre, plutôt que ses théories psycho-sociologiques fumeuses, passablement ennuyeuses, et surtout bien incapables de permettre à aucun jeune professeur de venir à bout d'une classe de jeunes déchaînés... □